

force, ils ne viendraient pas. Le sénateur LR Philippe Bas a déjà indiqué à Gérald Darmanin qu'aucun projet non consensuel ne serait voté. En venant sur place, ils vont pouvoir constater les crispations et que la meilleure chose serait peut-être de ne pas voter pour que les discussions reprennent. En revanche, si ce projet est voté, cela va tendre les choses. D'autant qu'il y a le congrès du FLNKS fin mars, et les indépendantistes partagent une certaine lassitude vis-à-vis de la stratégie opérée par l'État. La période est politique, chacun joue sa partition avec, en filigrane, les élections provinciales.

Les points bloquants que sont le dégel du corps électoral et la représentativité au Congrès peuvent-ils être dépassés ?

Le problème, c'est le positionnement des uns et des autres. Les indépendantistes disent : si on bouge la représentativité, on va être défavorisés. Les loyalistes pensent au contraire qu'ils seront largement favorisés. Ce n'est pas mathématique et aucune étude n'existe sur ce point. Le principe est avant tout de diminuer le nombre de sièges en province Nord pour les transférer dans le Sud afin de tenir compte des évolutions démographiques. Or, ce n'est pas si évident. Moins il y a de sièges dans

La relation entre les Pays-Bas et trois îles de la Caraïbe ne figure pas dans la Constitution, ce sont des « pays » autonomes au sein du royaume des Pays-Bas. Cette solution pourrait exister pour la Nouvelle-Calédonie. C'est aussi ce que font la Grande-Bretagne, la Nouvelle-Zélande, etc. Ce serait intéressant de regarder ce qui se fait à côté et de s'en inspirer.

le Nord, moins les non-indépendantistes ont de chance, mécaniquement, de pouvoir espérer en récupérer. À l'inverse, dans le Sud, les indépendantistes et l'Éveil océanien auraient alors plus de chance d'en obtenir. Il faudrait faire des projections sur ce que cela donnerait, les loyalistes ne seraient peut-être pas aussi gagnants qu'ils le pensent et les indépendantistes perdants. Comme pour l'élargissement du corps électoral.

Vous croyez à la possibilité d'un accord ?

En réalité, les positions sont conciliables si on sort d'un certain nombre de postures assez dogmatiques, autant chez les politiques qu'au niveau des bases électorales. L'accord est loin d'être impossible, les politiques n'en étaient visiblement pas si loin avant la dernière venue de Gérald Darmanin et l'annonce des examens de la loi organique

sur le report des provinciales et celui du dépôt du projet de loi constitutionnelle sur le dégel du corps électoral. Ces derniers jours, le dialogue est rompu, mais tout le monde est prêt à retourner autour de la table. Après, cela prend du temps. C'est d'ailleurs un facteur très important, et dès qu'on y porte atteinte, le processus se grippe. Je pense qu'il faut laisser la discussion se dérouler localement. Les rouages de la négociation sont connus par tout le monde, même si certains se radicalisent un peu, ils tendent ensuite à revenir à des fondamentaux. Le consensus arrivera. Est-ce que cela change vraiment quelque chose que ce soit maintenant ou dans six mois ? Les décisions économiques peuvent être prises. Il faut décorrérer la question de l'avenir institutionnel du reste de la gestion des affaires publiques. ■ **Propos recueillis par Anne-Claire Pophillat**

Bref^{WC}

PROPRETÉ & FRAÎCHEUR INTENSE

NOUVEAU
Brise Alpine

Parfums disponibles



Henkel